

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 181

Artikel: Pas de marché
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015953>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

concerne les entreprises. Le Canton de Fribourg a manifestement besoin de revenus fiscaux additionnels pour développer son aménagement, un développement rendu d'autant plus nécessaire par l'industrialisation de ces dix dernières années. Selon les mots de Gérard Ayer, président du PSF, les socialistes n'accepteront pas « la capitalisation des profits et la socialisation des déficits ».

Politique sociale

Dans le domaine de la politique sociale, le PSF demande qu'une convention soit conclue entre médecins et caisse-maladie, et que soit réorganisée l'assurance-maladie des personnes âgées.

En ce qui concerne l'aménagement du territoire, les socialistes désirent l'instauration d'une véritable politique foncière, pour que se constituent des réserves foncières au service des équipements publics, du logement, de l'industrie et du tourisme. Telles sont les lignes directrices que le PSF proposait à son partenaire politique.

L'avènement formel d'un gouvernement de centre-gauche a donc été refusé par la majorité du Parti démocrate-chrétien. Les rangs traditionalistes de celui-ci ont su faire échouer la tentative d'instituer une action gouvernementale cohérente. Pourquoi ce refus ?

Les privilèges acquis

En tout premier lieu, il est évident que certaines propositions du programme minimum portent atteinte à des privilèges acquis. Ne serait-ce qu'en matière de fiscalité.

La fiscalité équitable inquiète les milieux d'affaires. Une campagne d'envergure nationale fort bien orchestrée tente actuellement de dissuader le Conseil d'Etat et le Grand Conseil d'approuver une élévation du taux d'imposition des entreprises à un niveau plus proche de la moyenne suisse.

Mais il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'influence d'attitudes ancestrales. Pour beaucoup de démocrates-chrétiens conservateurs, collaborer

tant soit peu avec un parti de gauche — même démocratique — c'est encore et toujours s'acquiescer avec le diable !

Liberté d'action

Donc, refus du dialogue du côté parti majoritaire. De ce fait, le PSF conserve son entière liberté d'action. Comme l'a précisé Gérard Ayer, « par la voie de l'initiative législative au besoin, comme il l'a fait dans le domaine fiscal, il ne se fera pas faute de porter le cas échéant devant le peuple, au cours de la présente législature, les projets de réforme qui n'auraient pas eu l'agrément des autorités cantonales ».

VAUD

Où est-il facile d'être premier dans son village ?

Pas moins de douze communes vaudoises avaient en 1970 une population inférieure à cinquante habitants.

Nous les citons pour le charme des noms et pour que nos lecteurs testent leurs connaissances de la géographie vaudoise. Ce sont donc :

Villages	Habitants
Goumoens-le-Jux	20
Vaugondry	26
Champmartin	27
Villars-Epeney	27
Mézery-près-Donneloye	36
Bussigny-sur-Oron	38
La Rogivue	39
Villars-sous-Champvent	40
Arrissoules	41
Mauraz	41
Romairon	43
Mauborget	45

En revanche, neuf communes représentent le 52 % de la population vaudoise (Lausanne, Yverdon, Montreux, Vevey, Renens, Pully, Prilly, Morges, Nyon). Les communes de moins de 100 habitants sont 43. Celles de moins de 200 habitants, 147.

Un taux plancher

Le déséquilibre est évident. Ce n'est pas qu'une commune doive être condamnée par sa faiblesse numérique. Mais il semble qu'il devrait y avoir un taux plancher. En effet, la statistique donne le nombre des habitants; il faut réduire encore pour obtenir le nombre des citoyens et citoyennes. D'autre part, des tâches importantes, en rapport notamment avec l'aménagement du territoire, sont imposées aux communes. Comment y faire face avec une poignée d'habitants ?

Le regroupement dans ces cas ne serait pas le signe d'une perte d'autonomie, mais l'efficacité retrouvée.

Enfin, il faut tenir compte de l'évolution de la démographie. En 1850, une seule commune de moins de 50 habitants; aujourd'hui, 12.

Pas de marché

La « Deutsche National-Zeitung » (anciennement « Soldaten-Zeitung ») est vendue en Allemagne, en Argentine, en Australie, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en Grèce, aux Pays-Bas, en Irak, en Islande, en Italie, au Canada, au Koweït, au Liban, au Portugal, en Arabie Saoudite, en Afrique du Sud, en Turquie, aux Etats-Unis et en Egypte. En revanche, le prix en franc suisse n'est pas indiqué. Tant mieux.

C'est à un tel journal ainsi qu'à la « Wirtschaftswoche » (hebdomadaire économique) qu'un grand homme de la IV^e Internationale (trozkyste), Ernest Mandel n'hésite pas à accorder des interviews.

Les extrêmes se touchent.